



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°448 du 9 au 15 novembre 2023

GAO-ANSONGO
PLUSIEURS ATTAQUES

URD
DESTIN BRISÉ

U-17
LE MALI AU MONDIAL



ÉCOLES PRIVÉES SECONDAIRES

GROS SOUS ET FAUX DOCUMENTS

Des entités de lutte contre la corruption ont décélé des irrégularités concernant des écoles privées qui auraient coûté à l'Etat plusieurs milliards de Francs CFA. Les autorités ont désormais ces établissements dans le collimateur.

GRATUIT

Ne peut être vendu



LA TV A ENFIN SON APPLICATION

+200 CHAÎNES EN DIRECT

myCANAL



ÉDITO

Toujours dans le noir

Demain, c'est loin », chantait en 1997 le célèbre groupe de rap français IAM. Ce titre sied parfaitement à notre contexte. Deux semaines après la sortie médiatique de la ministre de l'Énergie, qui avait chargé EDM et promis une amélioration dès le lendemain de son intervention (donc le mercredi 25 octobre), ce n'est pas demain la veille. La situation semble même avoir empiré. Aujourd'hui, beaucoup de Maliens ne dorment plus, du moins pas dans les conditions requises, et certains ne travaillent plus du tout. Ce sont des réalités. Et même si les accusations ont durant quelques jours alimenté les débats, les Maliens n'ont qu'une envie aujourd'hui : retrouver un quotidien « normal », qui ne soit pas rythmé par des coupures d'électricité à rallonge. Et, sur les réseaux sociaux, la grogne est là, virtuelle mais perceptible. Parce qu'aujourd'hui, très peu ont le courage de manifester publiquement pour exprimer leur mécontentement, de peur d'être taxé de grain de sable dans la dynamique de la Transition. De peur aussi du spectre de la Maison centrale d'arrêt. Toutefois, le plus souvent, il suffit d'une étincelle pour que cela pétarade, même s'il restera à déterminer les formes des détonations. Une chose est néanmoins certaine, les Maliens souffrent, ils sont à bout. L'électricité, un service basique, n'est plus assurée, et les réponses et révélations faites il y a deux semaines n'ont montré que peu d'impacts aujourd'hui. Si l'on se projette, même si la résilience des Maliens est vantée, elle sera mise à rude épreuve en février - mars 2024 si la CEDEAO décide d'imposer de nouvelles sanctions au pays. Une période qui coïncidera avec le début des grandes chaleurs. Si cette situation avec l'électricité perdure, les nerfs seront particulièrement à vif. Nous ne demandons pas beaucoup, juste un retour aux fondamentaux. De nouveau de l'électricité...

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

41

C'est le nombre d'années de Paul Biya à la tête du Cameroun. C'est le 6 novembre 1982 qu'il est devenu le chef d'Etat du Cameroun. Il est le deuxième plus ancien président en fonction en Afrique derrière l'Equato-Guinéen Teodoro Obiang Nguema au pouvoir depuis 44 ans.

ILS ONT DIT...

• « La transition aborde un nouveau virage, il ne sera plus question de laisser les mauvais comportements prendre le dessus. Les libertés individuelles ne priment pas sur celles de la nation. Une nation ne se construit pas dans l'indiscipline et le désordre ». **Capitaine Ibrahim Traoré, président de la transition du Burkina Faso**, 6 novembre 2023.

• « Nous devons agir maintenant pour trouver un moyen de sortir de cette impasse brutale, affreuse et angoissante de la destruction (...) Gaza est en train de devenir un cimetière pour enfants. Des centaines de filles et de garçons seraient tués ou blessés chaque jour ». **Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU**, 6 novembre 2023.

RENDEZ-VOUS

9-11 novembre 2023 :

Salon International de la Santé – Parc des Expositions – Bamako

10 novembre 2023 :

Grand défilé Mali Mode Show – Azalai Hôtel - Bamako

11 novembre 2023 :

Journée des études en France – IFM – Bamako

11 novembre 2023 :

Valence – Real Madrid / Liga

UN JOUR, UNE DATE

9 novembre 1989 : Chute du mur de Berlin.

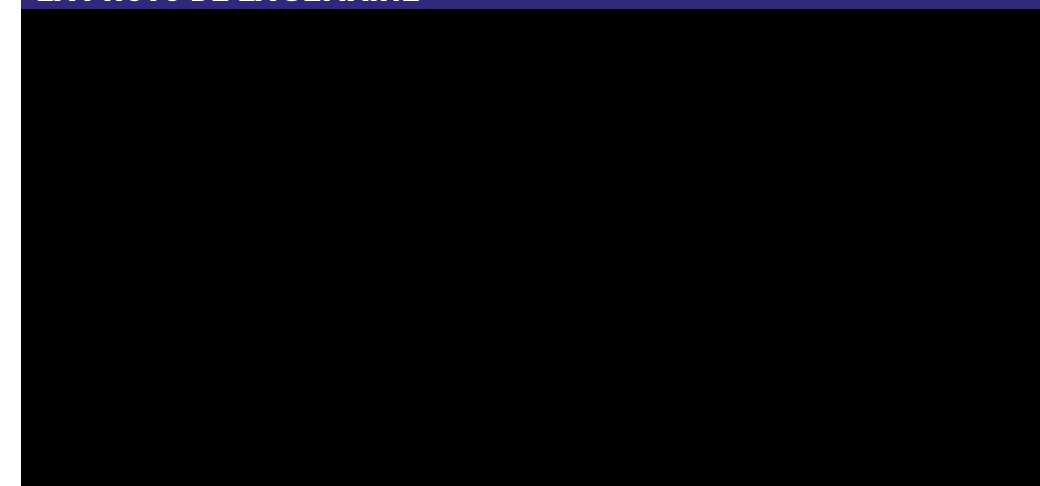


Grâce à sa victoire 1-2 sur le terrain de l'Etoile Rouge de Belgrade, le **RB Leipzig** d'Amadou Haidara s'est qualifié pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions. Avec neuf points, le club allemand est deuxième de son groupe derrière Manchester City.



Éclaboussé par un scandale de corruption, le Premier ministre portugais, le socialiste **Antonio Costa**, a annoncé mardi 7 novembre avoir présenté sa démission au chef de l'Etat qui l'a acceptée.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Une obscurité totale. Le quotidien de beaucoup de Maliens depuis plusieurs semaines. 8 novembre 2023.

ÉCOLES PRIVÉES SECONDAIRES, GROS SOUS ET FAUX DOCUMENTS

Selon un rapport de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLÉI) qui a fuité en août dernier, entre 2017 et 2021 1 077 écoles secondaires privées fonctionnaient sur la base de présumés faux arrêtés d'ouverture et les subventions versées à 236 de ces établissements s'élevaient à plus de 15 milliards de francs CFA sur la même période. Un autre rapport du Bureau du vérificateur général, publié fin octobre, faisait état de plus de 19 milliards d'irrégularités financières dans la gestion des subventions accordées aux établissements privés secondaires à Bamako et à Kati de 2017 à 2022. Ces rapports, qui mettent à nu la mauvaise gestion et les fraudes financières dans le secteur éducatif privé, ne sont pas sans conséquences sur les établissements, désormais dans le collimateur de l'État.

MOHAMED KENOVI



Dans son rapport encore provisoire, l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite a décelé de nombreuses irrégularités sur les subventions versées aux établissements privés secondaires.

Entre des arrêtés régulièrement enregistrés au Secrétariat général du gouvernement utilisés pour ouvrir certains établissements secondaires privés, plusieurs milliards payés à des écoles ayant des arrêtés présumés faux et des fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale promoteurs de plusieurs écoles privées, entre autres, les irrégularités décelées par la mission d'enquête de l'OCLÉI et consignées dans son rapport provisoire, présenté aux autorités en août dernier, sont criardes. Selon ce rapport, de 2017 à 2021, l'État a versé plus de 196 milliards de francs CFA aux établissements secondaires privés de l'enseignement secondaire général, professionnel et technique au titre des paiements des frais scolaires, demi-bourses et pensions alimentaires des élèves orientés dans lesdits établissements, soit en moyenne 49 milliards par an.

Faux arrêtés Le rapport de l'OCLÉI souligne que les numéros et les dates d'arrêtés régulièrement enregistrés au Secrétariat général du gouvernement sont utilisés dans d'autres arrêtés sous la dénomination d'arrêtés d'autorisation de création d'établissement ou d'autorisation d'ouverture. Ainsi, illustre le rapport, les références de l'arrêté N°2010-

2829/MSIPC-SG du 6 septembre 2010 portant détachement d'un Commissaire de police auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda, sont reprises dans l'arrêté d'ouverture de deux établissements privés, notamment un lycée et un institut de formation professionnelle à Kita Sirako. Par ailleurs, les références de l'arrêté N°2013-3901/MEA-PLN-SG du 3 septembre 2013 portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé d'enseignement secondaire général à Yirimadio sont reprises dans l'arrêté d'ouverture de deux autres établissements privés d'enseignement secondaire général à Kolo-kani et à Baguinéda Camp. Dans la même lignée, les arrêtés d'ouverture de trois établissements privés d'ensei-

Les références de l'arrêté N°2022-1563/MEN-SG du 19 mai 2022, portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé d'enseignement secondaire général à Soutoucoulé, dans la Commune rurale de Khouloum, dans le cercle de Kayes, sont reprises dans l'arrêté d'ouverture d'un autre établissement privé d'enseignement secondaire général à Bla. Quant au rapport du Bureau du vérificateur général, il fait ressortir plusieurs irrégularités financières décelées au niveau du Secrétariat général du ministère de l'Éducation nationale. « Autorisation de paiement irrégulier des demi-bourses et pensions alimentaires aux établissements privés d'enseignement secondaire », « autorisation de paiement irrégulier de subventions pour le compte des élèves

mission nationale d'orientation et le Directeur de la Cellule de planification et de statistique », « autorisation de paiement des subventions sur la base des attributions irrégulières d'élèves aux établissements privés initialement orientés dans les établissements publics », ou encore « attribution des élèves à un établissement ne disposant ni d'infrastructures ni de documents administratifs conformes à la réglementation », le Secrétariat général du département de l'Éducation nationale est incriminé à plusieurs niveaux.

Enquêtes ouvertes ? Dans son rapport, le Vérificateur général a indiqué avoir transmis et dénoncé les faits au Président de la Section des Comptes de la Cour suprême et au Procureur

REPÈRES

196,095 milliards F CFA :

Montant total versé par l'État entre 2017 et 2021 aux établissements privés d'enseignement secondaire.

19 744 098 200 FCFA :

Montant total des irrégularités financières décelées entre 2017 et 2022 dans la gestion des subventions de l'État.

1077 écoles privées fonctionnent sur la base de présumés faux arrêtés d'autorisation de création et d'ouverture

aucun d'entre-eux n'est écarté. « Par rapport à l'OCLÉI, qui n'a pas fait de dénonciation de faits, son rapport n'est pas encore au niveau du Pôle national économique et financier, parce qu'il n'a pas encore été officiellement rendu public », confie notre source. Toutefois, à en croire Abdoul Kassoum Touré, Secrétaire général de l'Association des écoles privées agréées du Mali (AEPAM), si ni l'OCLÉI ni le ministère de tutelle ne les ont officiellement saisis depuis la réception du rapport pour faire état d'écoles en situation irrégulière dans les rangs de l'association, certains promoteurs d'écoles membres de l'AEPAM ont été individuellement convoqués à l'Office

pour écouter, sans pour autant être actuellement incriminés.

Privées d'orientations En attendant que la justice ne procède à des condamnations, plusieurs écoles privées secondaires doivent déjà faire face aux retombées négatives de la situation. Attendue depuis plusieurs mois, la liste des orientations des élèves admis au DEF a été publiée le 28 octobre 2023 et, au niveau de plusieurs établissements secondaires privés, le constat est amer. Si sur les 72 688 élèves concernés, 41 000, soit 58%, ont été orientés vers des écoles privées contre 29 900, soit 42%, vers des établissements publics, seulement 869 établissements secondaires privés, sur plus de 2 000 établis sur l'ensemble du territoire national, ont reçu des élèves. Près de 1 700 écoles privées ont été laissées sur le carreau. « De façon générale, dans notre zone, il n'y a pas d'école privée qui ait reçu des élèves parce qu'ils ont donné la totalité de ceux-ci aux écoles publiques à côté de nous », se désole Kaba Diop, PDG du Groupe scolaire et universitaire Toubakôrô Alassane Doucouré, qui explique que chaque année les écoles publiques envoient des quotas au niveau de la Cellule de planification et de statistique (CPS) et qu'après la proclamation des résultats l'État

priorise ces établissements. Ce n'est qu'ensuite qu'il partage le reste des effectifs entre les lycées et les centres de formation professionnelle. Même constat à Sikasso, où, selon le Président de l'Association des écoles privées, aucun établissement privé de la ville n'a reçu d'élèves cette année, excepté les écoles franco-arabes. Pour expliquer cette situation, le ministère de l'Éducation nationale reconnaît avoir pris des précautions pour écarter les établissements secondaires privés sous le coup de suspicions liées au rapport de l'OCLÉI, mais il estime que ce critère n'a pas été le plus déterminant dans les orientations. « Ce critère n'a pas été fondamental par rapport au sort réservé aux écoles privées, puisque 1 428 établissements privés non incriminés, ni par le rapport de l'OCLÉI, ni par les différentes structures du département de l'Éducation, en termes de fonctionnalités, se retrouvent aujourd'hui non dotés d'élèves orientés. La raison fondamentale est le vivier. Nous n'avons pas suffisamment d'admis pour permettre à l'ensemble des structures privées et publiques d'avoir autant d'élèves que chacune voudrait », explique Dr. Diakallia Koné, Directeur de la Cellule de planification et de statistique (CPS) du secteur de l'Éducation. Mais, selon les analystes, les rapports de l'OCLÉI et du Vérificateur général, faisant état de plusieurs irrégularités et de mauvaise gestion des subventions accordées par l'État aux établissements secondaires privés sur les cinq dernières années, auraient beaucoup pesé dans les orientations. « C'est aussi une manière pour l'État de faire mourir à petit feu ces établissements privés en situation irrégulière. Sans élèves orientés et sans subventions, ils finiront par mettre la clé sous la porte », glisse un observateur qui a requis l'anonymat. ■

3 QUESTIONS À



PR. CLÉMENT DEMBÉLÉ

Président de la Plateforme de lutte contre la corruption et le chômage au Mali (PCC)

1 Quel regard portez-vous sur les irrégularités financières décelées dans la gestion des établissements secondaires privés ?

Au-delà des irrégularités, nous sommes dans une situation de crimes économiques. Les rapports de l'OCLÉI et du Bureau du Vérificateur général viennent confirmer ce que l'ancien ministre de l'Éducation, Housseini Amion Guindo, avait déjà évoqué en son temps en parlant d'écoles fictives. Ce sont plusieurs milliards de francs CFA de l'État qui sont dilapidés chaque année.

2 Quelle suite attendez-vous ?

Nous voulons que très rapidement le Président de la Transition diligente un audit financier au sein du ministère de l'Éducation sur les 10 dernières années. Lutter contre la corruption est dans ses prérogatives. Aujourd'hui, le Mali est confronté à une insécurité territoriale, mais la plus grave insécurité dans un pays est l'insécurité économique provoquée par la corruption.

3 Quelles solutions préconisez-vous pour l'assainissement du secteur éducatif privé ?

Il faut digitaliser non seulement le système de gestion administrative mais aussi ceux des gestions judiciaire et financière. On ne peut plus vivre dans un système archaïque où l'on peut facilement falsifier et faire disparaître des papiers. Il faut une traçabilité pour tout acte administratif et financier. ■

En attendant que la justice ne procède à des condamnations, plusieurs écoles privées secondaires doivent déjà faire face aux retombées négatives de la situation.

gnement secondaire général sis à Baco Djicoroni, Magnambougou et Niamakoro, dans le District de Bamako, sont des reprises des références de l'arrêté N°2013-3157/MEA-PLN-SG du 1er août 2013 portant déjà autorisation d'ouverture d'une école privée du premier cycle de l'enseignement fondamental à Kobalacoro II.

dont la scolarité est épuisée », « autorisation de paiement de subventions à un établissement au titre d'un élève pris doublement sur les décisions de maintien et d'attribution », « autorisation de paiement des subventions pour des élèves irréguliers insérés avec un code « X » sur les décisions d'attribution par le Président de la Com-

reur de la République chargé du Pôle national économique et financier relativement à toutes les irrégularités décelées. Selon une source proche de la justice, au Pôle économique et financier, où le Procureur a une vingtaine de juges d'instruction à sa disposition, ces différents dossiers sont traités par ordre d'arrivée et de priorité, mais

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS : RISQUES ÉLEVÉS DE FERMETURES

C'est un véritable coup dur pour des dizaines de promoteurs d'écoles privées cette année. Après la décision des autorités scolaires d'orienter prioritairement les titulaires du DEF dans les établissements publics d'enseignement secondaire, plusieurs écoles privées risquent de fermer.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Plusieurs établissements privés menacent de mettre la clé sous la porte.

Les impacts sont d'abord psychologiques, témoigne un promoteur. Parce que ces écoles ont été ouvertes pour endiguer le chômage et que les promoteurs ont l'impression que l'État ne prend pas en compte cet aspect, déplore-t-il. Certains ont déjà procédé à une diminution drastique du personnel. Si l'on ajoute à cela le retard dans le paiement des subventions dues au titre de l'année scolaire 2022-2023, peu de

promoteurs gardent l'espoir de continuer leurs activités. L'absence d'élèves diminue également la capacité des écoles à accéder à des prêts à la banque, puisque ceux-ci sont accordés en fonction du nombre d'élèves, proportionnel à chaque montant donné. La situation a fait naître un véritable conflit d'intérêts entre les écoles privées, explique encore ce promoteur. En effet, dans ce contexte, lorsqu'un promoteur ayant des difficul-

tés propose un taux horaire de 1 750 francs CFA, un autre proposera 2 000 francs et s'adjugera les services des meilleurs enseignants. Sans compter qu'en recevant les subventions en retard, ces écoles ne peuvent pas faire face à leurs charges légales, notamment vis-à-vis de l'État, comme les impôts ou les droits sociaux des travailleurs.

Risques de renvois Ayant pris le pas sur les établissements d'enseignement public, les écoles privées sont les plus nombreuses dans plusieurs localités du pays. L'État va donc tout faire pour « bourrer les salles de classes ». Il pourrait aussi y avoir une masse de renvois d'élèves. Dans certaines localités, le nombre d'élèves ayant obtenu le Diplôme d'études fondamentales (DEF) a été en baisse cette année. Donc, seuls quelques établissements situés en dehors des centres urbains ont

reçu des orientés. La difficulté majeure que pourrait entraîner cette décision est la fermeture qu'envisagent beaucoup de promoteurs. L'État, qui semble visiblement n'avoir pas tenu compte de certaines spécificités, pourrait créer davantage de déséquilibres dans le choix des filières. En effet, dans certaines localités, les établissements publics secondaires ne proposent pas certaines spécialités techniques pourtant enseignées dans le privé. La fermeture est aussi l'option évoquée par les spécialistes. Une école qui n'a pas reçu d'élèves l'an dernier n'a pas de classe de 10ème ni de 11ème. Si elle n'en reçoit pas l'année prochaine, au bout de trois ans elle fermera.

Une réalité qui concerne les écoles mixtes, où, sur 100 élèves, environ 80 sont des élèves de l'État. Avec un montant qui varie annuellement en fonction du cycle de 140 000 à 160 000 francs CFA par élève dans les lycées, ces établissements seront privés d'une manne financière symbole de leur survie. ■

ÉCOLES PRIVÉES : PLUSIEURS MILLIARDS D'IRRÉGULARITÉS

196 milliards FCFA

Montant total versé par l'Etat entre 2017 et 2021 aux établissements privés d'enseignement secondaire, général, technique et professionnel au titre de paiement des frais scolaires, demi-bourses et pensions alimentaires des élèves orientés. (49,03 milliards FCFA en moyenne par an)

19 744 098 200 FCFA

Montant total des irrégularités financières décelées pendant cette période dans la gestion des subventions de l'Etat accordées aux établissements privés général, technique et professionnel du district de Bamako et du chef-lieu de Kati

412 860 000 FCFA

Subventions indues aux établissements privés dont les promoteurs ont présenté de faux arrêtés d'ouverture de leurs établissements privés

18 956 600 000 FCFA

Paiement irrégulier de demi-bourses et pensions alimentaires aux établissements privés d'enseignement

32 418 000 FCFA

Subventions pour les élèves dont la scolarité est épuisée

257 358 000 FCFA

Subventions sur la base des attributions irrégulières d'élèves aux établissements privés initialement orientés dans les établissements publics

11 904 000 FCFA

subventions pour des élèves attribués à un établissement ne disposant ni d'infrastructures ni de documents administratifs conformes à la réglementation

1 077

Écoles privées fonctionnant sur la base de présumés faux arrêtés d'autorisation de création et d'ouverture

111%

Augmentation du nombre des établissements secondaires privés entre 2016 et 2021

Sources :

- Rapport du Bureau du Vérificateur général sur la gestion des subventions de l'Etat aux établissements privés d'enseignement secondaire général technique et professionnel du district de Bamako et du Chef-lieu du cercle de Kati de 2017-2018 à 2021-2022, octobre 2023

- Rapport provisoire de l'OCLEI sur la gestion des subventions accordées par l'Etat aux établissements privés d'enseignement secondaire, général, technique et professionnel de 2017-2018 à 2020-2021, Août 2023

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo
N°448 du 9 au 15 novembre 2023

Journal du Mali

L'AFRIQUE EST EN PLEIN ESSOR ACCOMPAGNONS SON DÉVELOPPEMENT



#DREAMAFRICA #MEETMOROCCO

DREAM AFRICA, c'est offrir de nouvelles opportunités à tous les africains, en valorisant les talents et en contribuant au développement de notre continent. C'est inviter le monde à découvrir ses atouts.

MEET MOROCCO, c'est dévoiler toutes les richesses de notre pays et de notre culture. C'est partager son authenticité et révéler notre hospitalité. C'est s'appuyer sur une situation géographique idéale pour connecter l'Afrique et le monde.

DREAM AFRICA, MEET MOROCCO, c'est le nouvel engagement de Royal Air Maroc pour transporter notre pays et notre continent sur le chemin du progrès.



LE DESTIN BRISÉ DE L'URD

Alors que le vent semblait en leur faveur pour l'après transition, l'Union pour la République et la démocratie (URD) a depuis traversé plusieurs épreuves qui ont considérablement diminué son ossature. Aujourd'hui nettement moins en vue dans l'arène politique, son avenir semble s'inscrire loin de Koulouba.

MOHAMED KENOVI

Difficile aujourd'hui d'imaginer un candidat de l'URD présider aux destinées du Mali au terme de la transition. Pourtant trois ans plutôt, tous les pronostics étaient en faveur de la formation politique de l'ex-chef de file de l'opposition, feu Soumaila Cissé. Ce dernier, après sa libération le 8 octobre 2020 après six mois de captivité aux mains des terroristes du JNIM, était, pour beaucoup, enfin promis au fauteuil présidentiel. Mais sa disparition le 25 décembre 2020 fera basculer l'URD dans les abîmes. Sans son leader de toujours, le parti de la poignée de mains a vu sa trajectoire dévier de la direction du pouvoir qui lui tendait les bras. Alors que les



Après le départ de plusieurs cadres, l'URD est très affaibli.

Départ de cadres Longtemps opposé au clan de Gouagnon Coulibaly, porté à la tête du parti lors du congrès extraordinaire du janvier 16 janvier 2022, l'ancien premier vice-président Pr. Salikou Sanogo et plusieurs de ses fidèles compagnons, dont l'ancien secrétaire à la communication du parti,

d'antan même s'il est évident que ceux qui sont partis sont minoritaires », glisse un analyste. Pour ce dernier, chacune des deux parties souffrira toujours de l'absence de l'autre pour atteindre ses objectifs politiques.

Trouver sa voie Sous le leadership de Gouagnon Coulibaly, à côté duquel sont restés des cadres importants du parti dont, entre autres, le président du mouvement national des jeunes, Abderrahmane Diarra, et l'ancien député Amadou Cissé, l'URD tente tant bien que mal de se refaire une santé. Soutien affiché de la transition, l'ancien Directeur de campagne de Soumaila Cissé, a fait adhérer le parti de la poignée de mains au projet de Constitution en juin dernier et a milité pour la victoire du « Oui ». Dans les coulisses, le président de l'URD s'active non sans difficultés pour matérialiser son projet de mettre sur pied une coalition politique et élec-

EN BREF

RDS : LE PARTI FÊTE SES 20 ANS

« Les 20 ans du RDS, rôle d'un parti politique dans l'essor de la Nation ». C'est autour de ce thème que le Rassemblement pour le développement et la solidarité (RDS) tiendra sa 5ème Conférence nationale numérique ce 11 novembre 2023 à la maison des Aînés, pour célébrer ses 20 ans d'existence. La rencontre sera également l'occasion pour le parti dirigé par le Professeur El Hadj Younouss Hamèye Dicko de faire le tour des différents sujets de l'actualité socio-politique nationale. Créé le 12 novembre 2003, le RDS œuvre, entre autres, pour l'instauration d'un Etat de droit et une politique de répartition équitable des charges publiques et du revenu national. En décembre 2022, le parti avait présenté un projet de société contenu dans un « livre jaune » autour de 60 mesures phares principalement axées sur 7 piliers de développement du Mali que sont la sécurité, l'éducation, l'économie, l'agriculture, la santé, la justice et la culture. ■

M.K

Ils ont emporté avec eux une partie de l'URD et le parti ne pourra plus jamais être le même, ni garder son poids d'antan même s'il est évident que ceux qui sont partis sont minoritaires.

adhésions au parti d'importantes figures à l'instar de l'ancien Premier ministre Boubou Cissé et de l'ancien ministre de l'Economie et des finances Mamadou Igor Diarra avaient fait renaître l'espoir d'une renaissance de l'URD, ces derniers dans le collimateur de la justice ont été contraints à l'exil.

Me Demba Traoré et l'ancien Secrétaire général, Daouda Touré, ont finalement claqué la porte de l'URD pour créer en avril dernier un nouveau parti politique, Espoir pour la République et la démocratie (ERD). « Ils ont emporté avec eux une partie de l'URD et le parti ne pourra plus jamais être le même, ni garder son poids

Paix Le Premier ministre appelle Iyad Ag Ghaly et Alghabass Ag Intalla au dialogue

Alors que l'offensive sur la ville de Kidal semble imminente avec des frappes de drones et des renforts en route vers Anéfis, le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga a invité le chef du JNIM, Iyad Ag Ghaly, et un des leaders de la CMA, Alghabass Ag Intalla, à saisir la main tendue des autorités pour faire la paix. En marge

des travaux d'ouverture des journées de la recherche et de l'innovation lundi 6 novembre, il a assuré : « le Mali est votre pays. Venez faire la paix. Arrêtez de faire couler le sang des Maliens parce qu'aujourd'hui nous n'accepterons plus qu'un ou deux individus illuminés se laissent manipuler par des services secrets étrangers pour

faire couler le sang des Maliens. Cela ne marchera pas. Venez, nous allons parler et faire la paix » a lancé le Premier ministre. « L'unité nationale, l'intégrité du pays, la forme républicaine et laïque de l'Etat, la souveraineté de l'Etat sur tout le territoire sont des conditions non négociables », a-t-il précisé. Lors de récentes sorties,

le Premier ministre a pourtant réaffirmé la volonté des autorités d'occuper toutes les anciennes emprises de la MINUSMA. Pour certains observateurs, cet appel au dialogue sert à l'Etat à légitimer aux yeux de la communauté internationale une volonté d'aller vers la paix dans un contexte extrêmement tendu entre les différentes parties. ■

M.K



PRÉSENTE

1ÈRE ÉDITION

SYGMA

Salon de l'Imprimerie, du Graphisme et des Métiers de l'Art

SOUS LE COPARRAINAGE DU MINISTRE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'IND. HÔTELIÈRE ET DU TOURISME ET DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

17 DU 18
AU
NOVEMBRE 2023

CICB
DE BAMAKO



INFOLINE • SPONSORING
+223 63 15 14 60

SUBVENTIONS DES ENGRAIS : REVOIR LE MÉCANISME

Après 15 ans de pratique, la gestion de la subvention des engrais a révélé des contraintes majeures pour les acteurs. Ainsi, après des concertations régionales en septembre, ils se sont réunis du 7 au 9 novembre 2023 pour trouver des remèdes aux maux qui entravent la bonne gouvernance de ce mécanisme, censé booster le secteur agricole.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Initialement destinée au riz, la subvention par l'État des intrants agricoles instituée en 2008 a été élargie au coton, au maïs, au mil, au sorgho, etc. Pour sa mise en œuvre, elle avait opté pour quelques axes, dont la facilitation de l'accès, la caution technique ou la distribution électronique. Malgré tout, son application n'a cessé de faire l'objet de « contestations », selon les autorités en charge de l'Agriculture. Une couverture insuffisante des besoins, des mécanismes de financement inefficaces, des retards dans l'accès aux engrais et le paiement tardif des fournisseurs sont autant de difficultés auxquelles il faut trouver des solutions. Les attentes



La gestion des engrais a suscité des polémiques lors des deux dernières campagnes agricoles.

Identifier les goulots d'étranglement

Il s'agit donc, selon Oumar Tamboura, Directeur national de l'Agriculture, de faire des propositions concrètes pour des solutions durables et inclusives pour la gestion des intrants agricoles. De 11,6 milliards en 2008, la subvention des engrais est passée à plus de 37 milliards en 2018 et à plus de 28 milliards en 2022.

Engrais subventionnés en 2008 :

Plus de 11 milliards de francs CFA

Engrais subventionnés en 2022 :

Plus de 28 milliards de francs CFA

Secteur agricole :

Environ 35,7% PIB du Mali

Mais, selon les constats du ministère de l'Agriculture, moins de 40% des engrais subventionnés sont livrés, notamment à cause des intermédiaires entre les producteurs et

l'État. Malgré des avantages certains, le mécanisme est entravé par des difficultés, dont l'insuffisance des quantités allouées et les difficultés dans le choix des fournisseurs, avec des retards de livraisons. Il y a aussi la multiplicité des signataires des différents documents nécessaires au processus, estime pour sa part Harouna Sangaré, Directeur régional de l'Agriculture de Koutiala. Des personnes ressources souvent rares dans certaines localités, ce qui entraîne des lourdeurs et des retards impactant sérieusement l'activité des producteurs. Organisations paysannes, services techniques et fournisseurs d'engrais doivent donc trouver à l'issue de leurs discussions un mécanisme efficace de gestion des intrants subventionnés. ■

EN BREF

LA BAD SOUTIENT LE FINANCEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

La Banque africaine de développement accordé 100 millions d'euros à la Banque marocaine Attijariwafa Bank pour répondre à la demande croissante en financements du commerce extérieur du continent. Ce soutien intervient dans un contexte de durcissement des normes réglementaires en matière de fonds propres et de conformité. Une situation qui pousse les banques internationales à réduire le niveau de leurs engagements et celui de leurs correspondants en Afrique. « Cet accord permettra à Attijariwafa de répondre à cette problématique en soutenant les banques locales du continent, confrontées à une baisse des lignes de financement et de confirmation auprès de leurs banques correspondantes qui sont engagées auprès des PME et entreprises locales », souligne la BAD. Cet accord de participation aux risques permettra de répondre à la demande croissante des pays africains en financements du commerce extérieur dans des domaines-clés comme l'industrie, le transport, l'agroalimentaire et la santé, entre autres. Il contribuera aussi à la diversification de la production et à favoriser la création d'emplois et les recettes fiscales additionnelles pour plusieurs États, stimulant ainsi leur résilience. L'accord vise aussi à renforcer la capacité des banques africaines et celle de leur clientèle PME en consolidant les relations de confiance entre les acteurs du système bancaire. ■

F.M

entend s'investir dans le domaine de la recherche avec des thérapeutes afin de combiner les efforts pour mettre en place des médicaments très compétitifs sur le marché. ■

YAYA BERTHÉ

UMPP SA Les défis pour sa relance

Créée en 1989, l'Usine malienne de produits pharmaceutiques (UMPP) est une société d'État qui participe à la mise en œuvre de la politique de la Santé par l'amélioration de l'offre en médicaments essentiels et la réduction du coût des soins. Le Plan de relance de l'UMPP a été adopté lors du Conseil des ministres du 18 novembre 2022. Il est destiné à faire renaître de ses cendres l'unité afin de ren-

forcer l'approvisionnement du marché en médicaments. Confrontée depuis plusieurs années à des difficultés liées à l'insuffisance et au vieillissement du personnel, à la vétusté des chaînes de production et au niveau élevé des dettes fournisseurs, fiscales et sociales, l'UMPP est dirigée depuis août 2023 par le Colonel-major Issa Kaya Cissé. Lui et son équipe ambitionnent de lui redonner son image d'antan

grâce à de nouveaux partenariats qui doivent encore être officialisés. Avec un effectif de 53 employés permanents pour le moment, l'usine espère recruter davantage lorsqu'elle entrera en production grâce aux fonds de l'État qu'elle attend et avec l'acquisition d'équipements de pointe. Avec le double objectif de lutter contre le chômage et contre les médicaments de la rue, l'UMPP

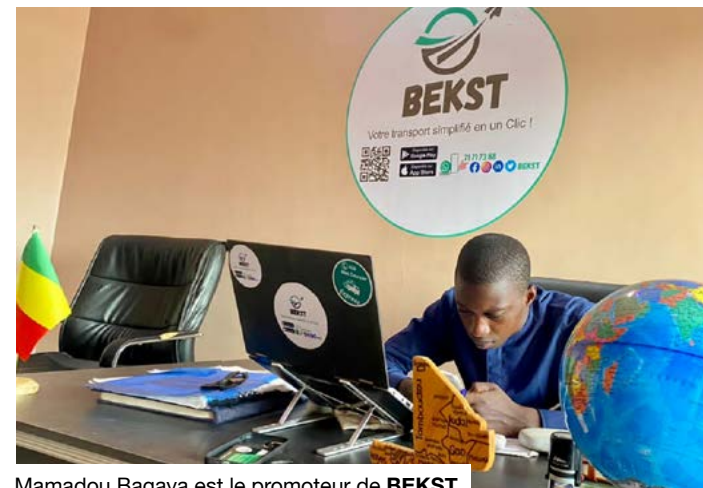
BEKST Des services en un clic

Mamadou Bagaya est économiste de formation passionné de nouvelles technologies et d'innovation. Il est le fondateur de la start-up Bai. Ka. Service. EXPRESS (BEKST), évoluant dans le domaine des nouvelles technologies et du transport.

Il commence à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG), où il étudie. Il profite des « mois sans cours » pour commencer à suivre des formations en ligne sur le e-commerce et les métiers du numérique. Il démarre avec la vente sur les réseaux sociaux (Les Design Muslim Mali) en 2020. Après la vente des paniers Ramadan en ligne, son envie d'innover dans le numérique l'amène à explorer plusieurs secteurs, ce qui lui fait découvrir les opportunités dans le transport. Avec un développeur, la mise en place de l'application est effective en mai 2023. BEKST Express est une application mobile disponible sur App store et Play store qui

permet d'acheter des billets de bus et d'avion, de se faire livrer ou d'envoyer des colis et marchandises, de commander un taxi, de louer des véhicules ou de recruter des chauffeurs en ligne, avec des moyens de paiement mobile, Orange money et carte bancaire.

Mises en relation L'entreprise établit aussi des contrats de livraison B to B pour les colis, courriers et marchandises pour les entreprises, explique son promoteur. BEKST a vu le jour le 1er mars 2023 (Avec des collaborations signées avec plusieurs compagnies de transport dont Africa Tours, Bani Transport, Tilemsi), pour la livraison de leurs colis et courriers et la vente de billets via



Mamadou Bagaya est le promoteur de BEKST.

les plateformes de la société. Ciblant particuliers, professionnels, entreprises, services publics ou ONG, BEKST ambitionne de faciliter la vie à ses clients, qui peuvent résoudre leurs questions de transport « en un clic ». Consciente que le chemin à parcourir est encore long, la jeune entreprise entend tout de même de révolutionner

le secteur en convainquant d'abord les transporteurs à adopter ses solutions. Elle offre aussi des services de courses et de livraisons de même de recrutement d'un chauffeur, en regardant « le CV du chauffeur professionnel qui répond à votre besoin ». ■

FATOUMATA MAGUIRAGA

Connexion Internet illimitée

jusqu'à 40 Mbits/s

à votre domicile

20 28 00 00

www.afribone.com

ATTAQUES MEURTRIÈRES SUR L'AXE ANSONGO - GAO

Le mardi 7 novembre 2023, des animateurs radios d'Ansongo et de Labbezanga qui venaient à Gao pour une formation ont été attaqués par des hommes armés à Awya Koiya, dans la commune de Gabero, aux environs de 7 heures du matin. Le bilan fait état d'un animateur décédé sur place, d'un blessé et de deux enlevés par les assaillants.

YAYA BERTHÉ



Les attaques de bandits armés se multiplient vers Ansongo.

Suite à cette attaque, le bureau régional de l'URTEL a décrété le mercredi 8 novembre une journée sans presse. L'objectif étant de protester contre ces attaques et d'attirer l'attention afin de parvenir immédiatement à la libération des animateurs retenus en otage. Avant cette attaque visant les hommes de médias, sur le même axe, le lundi 6 novembre 2023, des groupes armés s'en étaient pris à un véhicule de location qui transportait une équipe de l'ONG internationale Action Contre la Faim (ACF) dont le bilan faisait état d'un mort. Il s'agit de l'assistant du Chef du projet Mécanisme de Réponse Rapide de l'ONG. Cette attaque, qui a aussi occasion-

né des blessés, s'est déroulée dans la même commune de Gabero, près du village de Gargouna. Depuis plusieurs mois, les attaques sont récurrentes dans cette zone et endeuillées de nombreuses fois. Si elles n'ont jamais été revendiquées, Youssouf Ba-

Depuis plusieurs mois, les attaques sont récurrentes dans cette zone.

gna, un notable de Gabero, affirme qu'elles ne sont pas le fait de terroristes. « C'est du grand banditisme. À cause du chômage et de l'attrait de l'argent facile, plusieurs jeunes détournés du droit chemin s'adonnent à ces pratiques

malsaines ». Il ajoute aussi que cette situation ne concerne pas Gabero seulement. On assiste à ce genre d'attaques dans les communes voisines et parfois ce sont des jeunes qui se connaissent entre eux et qui savent où se procurer des armes. Ces agressions sont aussi facilitées par l'absence de l'État dans la zone. Les responsables des services étatiques ainsi que les élus locaux ont tous déménagé à Gao pour des raisons de sécurité, assure M.Bagna. En dépit des patrouilles régulières des forces de sécurité et de défense sur l'axe Gao - Ansongo, les groupes armés poursuivent leurs attaques. Selon un habitant qui a requis l'anonymat, bénéficiant de renseignements précis, « ils profitent des moments où il n'a pas de patrouilles pour attaquer ». La zone est donc devenue très dangereuse.

La semaine dernière, des jeunes venant déposer leurs dossiers pour le recrutement aux sein de l'armée ont également été enlevés par des bandits sur le même axe Ansongo - Gao, toujours près de Gabero. ■

EN BREF

ATTAQUE DU BATEAU TOMBOUCTOU : DEUX MOIS APRÈS, LES VICTIMES ESSAIENT DE SE RECONSTRUIRE

7 septembre 2023-7 novembre 2023, cela fait exactement deux mois que le bateau de transport fluvial de passagers « Tombouctou » a été attaqué par des terroristes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans dans le secteur de Gourma-Rharous, entre Tombouctou et Gao. L'attaque a fait 49 morts civils et 15 militaires selon un bilan officiel mais selon des sources locales, le bilan des autorités est sous-évalué. Après plusieurs cris de cœur lancé par les rescapés, le gouvernement a débloqué la somme de 101 750 000 Franc CFA soit 250 000 FCFA par rescapé. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a aussi accordé une somme de 6 105 000 aux 407 rescapés soit 15 000 francs CFA par bénéficiaire, une opération confiée à l'ONG Stop Sahel. Une polémique a éclaté sur la gestion des fonds. L'ONG n'a octroyé la somme indiquée qu'à 22 rescapés. Face au tollé, le gouverneur de la région de Tombouctou, le Commissaire Bakoun Kanté a ouvert une enquête administrative qui a abouti au remboursement de la somme. Après toutes ces mésaventures, les victimes essaient de se reconstruire. Toutefois, Alhaji M'bara, un des rescapés assure ne pas avoir reçu les 250 000 FCFA des autorités mais seulement 13 500f à Rharous. Il ajoute que les distributions de vivres dans la région de Tombouctou ne concernent pas tous les rescapés. « Je suis allé voir ceux qui distribuent, ils ont assuré que mon nom n'était pas sur la liste. D'autres sont dans la même situation que moi ». Aicha Traoré, une autre rescapée, a bénéficié elle de toutes les aides. Si au niveau de cette prise en charge, elle se montre satisfaite, elle assure se réveiller en sursaut le soir, hantée par le douloureux souvenir de l'attaque. ■ Y.B

PLUSIEURS PAYS RAPPELLENT LEURS DIPLOMATES D'ISRAËL

Un mois après le début de la guerre entre Israël et le Hamas, plusieurs pays ont rappelé leurs ambassadeurs en poste dans l'État hébreux.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Depuis le déclenchement de la guerre avec la Hamas le 7 octobre, plusieurs pays marquent leur désaccord avec Israël.

« La décision du gouvernement israélien de couper la nourriture, l'eau et l'électricité à une population civile captive (à Gaza, NDLR) menace non seulement d'aggraver une crise humanitaire croissante, mais aussi de durcir l'attitude des Palestiniens pendant des générations, d'éroder le soutien mondial à Israël, de faire le jeu des ennemis d'Israël et de saper les efforts à long terme pour parvenir à la paix et à la stabilité dans la région », assurait Barack Obama le 24 octobre. Un mois après le début de la guerre entre Israël et le Hamas, la prédiction de l'ex Président américain semble se justifier. Israël fait état de plus de 1 400 morts,

en majorité des civils, dans l'attaque du Hamas du 7 octobre. Côté palestinien, la barre des 10 328 morts, principalement des civils également, dans les bombardements israéliens sur Gaza a été franchie lundi, selon le Hamas. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu refuse l'idée d'un cessez-le-feu général à Gaza sans la libération des otages, en dépit des demandes de plusieurs pays.

Ruptures diplomatiques et rappels d'ambassadeurs La Bolivie a annoncé le 31 octobre la rupture de ses relations diplomatiques avec Israël. Ce pays avait déjà rompu ses relations diplomatiques

avec Israël en 2009, pour protester contre les attaques dans la bande de Gaza. La Colombie et le Chili ont rappelé leurs ambassadeurs respectifs à Tel-Aviv pour signifier leur mécontentement relativement au traitement réservé aux Palestiniens. Bahreïn a annoncé le 2 novembre la suspension des liens économiques avec Israël et le rappel de l'ambassadeur, ainsi que l'arrêt des vols directs entre Manama et Tel-Aviv. La veille, la Jordanie avait rappelé son ambassadeur pour protester contre la « catastrophe humanitaire » dans la bande de Gaza et le nombre croissant de civils tués. La Jordanie a également demandé au ministère des Affaires étrangères d'Israël de faire part à l'ambassadeur Rogel Rachman, temporairement rappelé en raison de menaces sur sa sécurité, de son refus de le voir reprendre sa mission. Le Honduras a le 3 novembre annoncé le rappel de son envoyé à Tel-Aviv, condamnant les nombreuses violations du droit international commises dans le contexte de la guerre à Gaza. La Turquie a rappelé aussi son ambassadeur. Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan a assuré que le Premier ministre israélien n'était plus son interlocuteur. L'Afrique du Sud a annoncé le rappel de ses diplomates le 6 novembre. C'est le deuxième pays africain à prendre une telle décision, après le Tchad le 4 novembre. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

BIRMANIE : VIOLENTS COMBATS ENTRE GROUPES ARMÉS ET MILITAIRES

La Birmanie est marquée ces derniers jours par de violents combats au nord du pays. Une alliance de groupes ethniques minoritaires a lancé une offensive qui met en péril les militaires au pouvoir depuis le coup d'État contre Aung San Suu Kyi, en 2021. Les combats se sont intensifiés la semaine dernière dans de vastes zones du nord de l'État de Shan, à la frontière avec la Chine. Les groupes armés ont affirmé samedi s'être emparé de dizaines d'avant-postes et de quatre villes et avoir bloqué d'importantes routes commerciales. Quelques jours plus tôt, un porte-parole de l'armée avait qualifié de « propagande » ces affirmations. Le gouvernement chinois a exprimé le 7 novembre son « vif mécontentement » et regretté que plusieurs de ses ressortissants aient été victimes des combats en cours dans le nord de la Birmanie. Dès le début des hostilités, Pékin a appelé à un cessez-le-feu immédiat. Le 6 novembre, l'ONU s'est déclarée inquiète de la situation, avec des combats qui ont déjà fait des dizaines de milliers de déplacés. ■

B.S.H

ÉCHOS DES RÉGIONS

SIKASSO : SAISIE DE CANNABIS PAR L'OCS

Le lundi 6 novembre 2023, l'antenne de l'Office Central des Stupéfiants de Sikasso a fait une saisie record de plusieurs centaines de briques de cannabis dans la capitale de la 3ème région. Une opération menée par les hommes du Lieutenant-colonel Moumouni Bengaly a permis d'arrêter le trafiquant de drogue, qui a été remis à la justice afin de répondre de ces actes, rapporte le quotidien L'Indépendant. Pour rappel, en octobre dernier, l'OCS avait procédé à une autre saisie de drogue. Cette fois-ci, il s'agissait de deux femmes de nationalités guinéenne et nigériane qui ont été arrêtées à l'aéroport international de Bamako Sénou en provenance de Conakry. Les deux femmes étaient en possession de dix kilogrammes de cocaïne, soit une valeur marchande de plus de 250 millions de francs CFA. Cette saisie est toujours considérée comme la plus importante réalisée par l'Office au cours de l'année 2023. ■

Ukraine Zelensky ferme la porte à l'élection présidentielle

« Ce n'est pas le moment pour des élections ». Volodymyr Zelensky a fermé le 6 novembre la porte à un scrutin présidentiel dans son pays. Le chef de l'État ukrainien a tenté de clore un débat grandissant parmi les dirigeants, après plus d'un an et demi d'invasion russe. « L'heure est à la défense, à la bataille, dont dépend le sort de l'État et du peuple, et non à la farce, que seule la Russie attend de l'Ukraine. Je pense que ce n'est pas le moment pour des élections », a-t-il tranché dans son allocution quotidienne. La situation actuelle place toutefois Kiev devant un dilemme, ses alliés occidentaux, notamment les États-Unis, la pressant d'organiser des scrutins démocratiques

alors même que près de 20% de son territoire est occupé par la Russie et que des millions d'Ukrainiens sont réfugiés à l'étranger. Autre obstacle de taille : il faudrait modifier la loi pour permettre l'organisation de scrutins sous la loi martiale actuellement en vigueur. « Nous comprenons tous qu'aujourd'hui, en temps de guerre, alors que les défis sont nombreux, il est absolument irresponsable de lancer le sujet des élections dans la société de manière légère et enjouée », a affirmé le Président ukrainien. Les législatives en Ukraine auraient dû avoir lieu en octobre de cette année et la présidentielle en mars 2024. ■

LE MALI PRÊT POUR LA COUPE DU MONDE U-17

La sélection U-17 du Mali fait son entrée en lice ce vendredi en Coupe du monde de la catégorie, organisée en Indonésie, avec de grandes ambitions.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Les jeunes de la sélection U-17 débutent la compétition ce vendredi.

Il y a 6 ans, la sélection malienne avait enthousiasmé en Inde lors de la Coupe du monde U-17. Le Mali avait terminé 4ème et l'Angleterre avait été sacrée championne. Pourtant, l'équipe qui avait le plus impressionné Rio Ferdinand, légende de Manchester United et de l'équipe d'Angleterre, était le Mali.

En 2015 au Chili, avec une autre génération, le Mali avait perdu en finale face au Nigéria de Victor Osimhen, qui avait inscrit 10 buts durant la compétition. Après avoir manqué l'édition 2019 au Brésil, le Mali s'avance avec une équipe consciente des fondations laissées par ses prédécesseurs. Le sélectionneur Soumaila Cou-

libaly, ancien capitaine des Aigles, ne tarit pas d'éloges sur ses joueurs. Après 10 jours de préparation en Arabie Saoudite, dont une victoire face à l'Équateur 4 à 1, les 21 Aiglonnets retenus et leur encadrement technique sont arrivés en Indonésie le 6 novembre. Le Mali, dans le groupe B, disputera son premier match ce 10 novembre face à l'Ouzbékistan. Les Aiglonnets affronteront l'Espagne le 13 novembre et termineront cette phase par une opposition face au Canada le 16. Les 2 meilleures équipes de chacun des 6 groupes se qualifieront pour les 8èmes de finale. Les 4 meilleures 3èmes compléteront le tableau de la phase éliminatoire.

Plus d'un mois avant le début du tournoi, une délégation composée du sélectionneur Soumaila Coulibaly et de son adjoint Moussa Kanouté a séjourné dans les villes de Surakarta et Surabaya, du 20 au 23 septembre dernier. Elle a pu visiter les installations. À l'issue de ce déplacement, le sélectionneur a assuré « le Mali est prêt à relever le défi de la Coupe du monde ». Selon une source dans l'encadrement technique, les Aiglonnets ont appris de leurs erreurs lors de la CAN de leur catégorie, disputée en Algérie d'avril à mai dernier. Le Mali avait terminé 4ème, éliminé aux tirs aux buts par le Maroc en demi-finale, après une pléiade d'occasions non concrétisées. Mamadou Doumbia de l'AS Black Star, 2ème meilleur buteur de la CAN U-17 portera l'attaque du Mali, qui espère faire au moins aussi bien que lors de l'édition 2015. ■

Ligue africaine de football Épilogue ce 12 novembre

La Ligue africaine de football, la nouvelle compétition de la CAF, connaîtra son épilogue ce dimanche 12 novembre avec la finale retour opposant le Wydad Casablanca du Maroc au Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud. À l'aller, les Marocains s'étaient imposés à domicile 2-1 et se doivent de confirmer en Afrique du Sud pour devenir la première équipe à inscrire son nom au palmarès de cette compétition. Les Sud-africains du Mamelodi, qui ont éliminé l'ogre égyptien d'Al Ahly en demi-finale, espèrent inverser la vapeur dans leur stade. Aucune équipe malienne n'a participé à cette première édition de la Ligue africaine de football, qui a rassemblé huit clubs. Elle est le fruit d'une collaboration entre la CAF et la FIFA. Le vainqueur recevra 4 millions de dollars américains, le finaliste 3 millions, les demi-finalistes 1,7 million et les quarts de finaliste 900 000 dollars. ■ **B.S.H**



CARTONS DE LA SEMAINE

Intraitable, la Polonaise Iga Swiatek a aisément disposé ce lundi de l'Américaine Jessica Pegula (6-1, 6-0 en 59 minutes), en finale à Cancun, pour décrocher le premier Masters de sa carrière. Gagnante de Roland-Garros en juin, mais éliminée dès les 8èmes de finale de l'US Open et en quarts à Wimbledon, la Polonaise décroche son 6ème titre de la saison.

Le SM de Caen, 12ème de Ligue 2, a annoncé mardi la mise à pied à titre conservatoire de son entraîneur Jean-Marc Furlan. Il avait engrangé 4 succès les 4 premières journées mais paie les mauvais résultats de son équipe. Le Stade Malherbe reste sur une série de 9 matches sans victoire (6 défaites, 3 nuls) et est à 3 points de la zone rouge.

LA 10ÈME ÉDITION DU FESTIVAL PLANÈTE A SE PRÉPARE

L'agence Futurcom, en collaboration avec l'UNESCO, organise du 10 au 11 novembre 2023 le festival des arts numériques au Musée national du Mali. « Les industries créatives et culturelles facteurs de la cohésion sociale et de la paix » est le thème de ces échanges autour de la création. Véritable melting-pot culturel et espace créatif, l'évènement met en lumière les univers du jeu vidéo, des réalités mixtes, du manga japonais et des contenus culturels de manière générale.

YAYA BERTHÉ



L'affiche du festival Planète A qui en sera à sa 10ème édition cette année.

Initié en 2018 par l'agence Futurcom et ses partenaires, le Salon international Planète A met en lumière les industries créatives, les arts numériques et les nouvelles technologies. Cet évènement international est un véritable point de rencontre entre des milliers de professionnels et fans de contenus créatifs et réunira pendant deux jours des créateurs de contenus cultu-

rels immersifs et numériques, des développeurs d'applications et web designers, des acteurs de la mode et des traditions, plusieurs catégories d'arts visuels analogiques et numériques, des médias, des célébrités et de potentiel partenaires, ainsi que tous les acteurs locaux du numérique. Les organisateurs attendent environ 2 500 participants, avec comme pays invités le

Japon, le Maroc et la France. L'objectif principal de l'évènement est de promouvoir les opportunités qui existent dans le domaine des cultures numériques et des industries créatives afin d'en faire des opportunités de développement économique et social. La culture pop japonaise et les mangas japonais, qui s'exportent très bien, seront une nouvelle fois à l'honneur. La rencontre se veut aussi un espace en faveur de la transformation digitale et de l'éducation à travers les outils numériques. Elle entend assurer la promotion des créateurs de contenus numériques maliens en les introduisant sur la scène internationale. En réunissant des acteurs de différents horizons, Planète A veut mettre en lumière l'impact de la fusion culturelle sur la coopération internationale et renforcer les capacités des talents et des créateurs, entre autres objectifs.

En outre, différents panels, conférences, ateliers et compétitions seront organisés autour du thème. Des programmations artistiques et des prestations scéniques magnifiant la créativité seront aussi à l'ordre du jour. À travers Planète A, les organisateurs aspirent à contribuer à l'émergence des cultures numériques sur plusieurs territoires. En effet, la digitalisation globale, à travers notamment les plateformes de streaming, facilite l'accès aux contenus culturels, transformant ainsi le modèle économique des créateurs. ■

INFO PEOPLE

MAGALI BERDAH
RÉCLAME PLUS
DE 30 MILLIONS
D'EUROS À BOOBA



CHUCK NORRIS
FAIT SON RETOUR
AU CINÉMA
APRÈS 11 ANS
D'ABSENCE



Une nouvelle plainte vient alimenter la déjà longue histoire entre Magali Berdah et Booba. La fondatrice de l'agence d'influenceurs Shauna Events prévoit d'attaquer le rappeur - Elie Yaffa, de son vrai nom - en justice. Elle lui réclame plus de 30 millions d'euros. La décision de Magali Berdah a été officialisée par une publication sur son compte Instagram, mise en ligne le mardi 7 novembre au soir. Elle intervient le jour où l'agence Shauna Events a été placée en redressement judiciaire, explique Magali Berdah dans son communiqué. Fondée en 2016, cette agence subit actuellement une fuite de clients. Magali Berdah accuse le rappeur Booba d'avoir mené durant 17 mois « une campagne monstrueuse de dénigrement et de déstabilisation.

Plus de onze ans après sa dernière apparition dans Expendables 2, l'acteur américain âgé de 83 ans fera prochainement son grand retour dans les salles obscures, selon un média américain. De son vrai nom Carlos Ray Norris, Chuck Norris qui avait pris sa retraite depuis 2017 pour s'occuper de sa femme malade, revient dans un film d'action et de science-fiction intitulé « Agent Recon ». Le septuple champion du monde de karaté interprétera le rôle du commandant Alastair. Prévu pour 2024, le long-métrage n'a pas encore de date de sortie officielle.

Donnez votre avis
sur Journal du Mali

Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Idelette BISSUU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com

L'EAU C'EST LA VIE LA VIE C'EST



SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ



SPRINT